

Éditorial

Ce numéro du *Bulletin* paraît à un moment où, l'approche de l'Afrique en matière de relations étrangères dans un monde de plus en plus multipolaire fait l'objet de toutes les attentions. Le monde entier a les yeux rivés sur la guerre russo-ukrainienne qui est sur le point de boucler son quatrième mois. De ce fait, l'avenir se discute en fonction de l'issue de la guerre et de la manière dont cette issue va le façonner. Parlant de cette guerre, les pays occidentaux ont tout fait, à travers leurs médias, pour répandre la thèse de la lutte du « bien » contre le « mal ». Ils ont ainsi tenté de mobiliser le reste du monde pour qu'il prenne parti et regarde la guerre à travers le prisme de l'hégémonie euro-américaine. Mais les efforts de mobilisation n'ont pas été très fructueux. Pour l'Afrique, en particulier, les réponses ont été divisées, de nombreux pays votant en faveur de l'Ukraine, mais n'adhérant certainement pas à la propagande occidentale globale dans laquelle la critique de la Russie est de rigueur. Ainsi, lors du vote de février à l'Assemblée générale des Nations unies, vingt-huit pays africains ont voté en faveur de la résolution visant à condamner l'invasion russe, mais dix-sept se sont abstenus et un, l'Érythrée, a voté en faveur de la Russie. Il n'a pas échappé aux observateurs que certains pays africains n'ont pas pris une position franche lors du vote de l'ONU. En y regardant d'un peu plus près ceux qui se sont abstenus, on constate qu'il s'agit principalement de pays que la Russie a soutenus pendant la guerre froide et dans leurs guerres d'indépendance contre les régimes coloniaux blancs et l'apartheid¹.

Les efforts déployés pour utiliser les organes de gouvernance mondiaux tels que l'ONU, afin de faire pencher la propagande de guerre en faveur de l'Occident ont, au contraire, révélé une nouvelle réalité multipolaire dans laquelle la Chine et l'Inde sont des acteurs clés. La rhétorique crispante déclenchée par le gouvernement américain et les médias occidentaux n'a certainement pas suscité le soutien escompté de la part de nombreuses capitales d'Afrique, d'Asie et du Moyen-Orient. La Chine et l'Inde, ainsi que d'autres acteurs, autrefois moins importants comme la Turquie et le Pakistan, jouent un rôle crucial dans la remise en question de l'emprise américaine sur une unipolarité qui s'effrite. Alors que les acteurs de longue date comme le Royaume-Uni, l'Allemagne

et la France auraient défini presque unilatéralement la nature de cet engagement, la plupart de ces anciennes nations impériales vieillissantes en sont réduites à répéter les slogans éculés de la guerre froide, tels que « l'empire du mal » et de nouveaux slogans comme « les oligarques », dont le pouvoir explicatif est douteux dans le contexte où ils sont utilisés.

Le conflit russo-ukrainien pourrait toutefois devenir encore plus catastrophique, avec des conséquences énormes pour le monde en général, et l'Afrique en particulier. Cette possibilité est réelle, précisément en raison de la menace nucléaire qui est au cœur des récents échanges dans les négociations diplomatiques. Déjà, l'impact mondial de la guerre sur les chaînes d'approvisionnement est catastrophique. L'augmentation des prix du pétrole et du gaz et l'effet sur les prix des produits de base dans le monde entier ont suscité l'indignation. En outre, la pénurie de certaines denrées alimentaires que la Russie et l'Ukraine fournissent au monde est une conséquence notable de cette guerre. Cela est particulièrement vrai pour les matières premières, comme le blé, dont la chaîne d'approvisionnement est dominée par ces deux pays. Pour l'Afrique, si la perturbation des marchés pétroliers a entraîné une hausse des prix des produits de base, notamment le coût des denrées alimentaires, il faut espérer que la crise conduise à un examen de conscience interne en Afrique, en battant en brèche la dépendance de l'Afrique aux importations des denrées alimentaires, alors qu'elle dispose de terres arables en abondance.

Mais certains aspects spécifiques de l'affrontement entre la Russie et l'Ukraine restent obstinément une affaire européenne. Au-delà de la rhétorique politique, l'expansion de l'OTAN dans les anciens États soviétiques a préparé le terrain pour cette éventualité. Les origines de la guerre sont donc internes à la géopolitique européenne et nord-américaine, qui est sous tension depuis l'effondrement de l'Union soviétique. La réticence des deux parties à respecter pleinement les accords conclus lors de l'effondrement de l'Union soviétique et la présence persistante de l'OTAN (une alliance militaire formée pour dissuader l'Union soviétique) permettent d'expliquer les tensions croissantes qui ont abouti à la guerre actuelle.

L'impact de la guerre sur la politique d'interdépendance économique et infrastructurelle en Europe, où la Russie est un acteur clé, aura des conséquences plus graves. De nombreux pays d'Europe occidentale dépendent de la Russie pour le pétrole et le gaz. La Russie est le troisième plus grand pays producteur de pétrole au monde. La Russie a joué la carte du gaz à bon escient et continue d'en faire un atout majeur dans la guerre en cours. Mais ce qui est peut-être encore plus important, c'est l'avertissement à peine voilé concernant les missiles nucléaires comme facteur potentiel de la guerre. Cette menace a eu un effet dissuasif sur les pays de l'OTAN qui ont poussé l'Ukraine à se retrouver dans cette situation, mais qui ont évité de s'engager militairement dans la guerre. Si l'OTAN a mis en garde et menacé la Russie, elle n'a pas participé activement à la guerre pour défendre l'Ukraine, hormis une pléthore de sanctions. L'incapacité ou le refus d'être des combattants actifs dans la guerre n'a laissé que des sanctions occidentales comme seule arme de choix.

Les sanctions ont leur place en temps de guerre. Mais l'efficacité des sanctions, comme semble le suggérer l'expérience russe, dépend du pays en question. En fin de compte, les asymétries de pouvoir doivent être suffisamment marquées pour que la panoplie de sanctions soit paralysante au point de dissuader les atrocités dont nous avons été témoins en Ukraine. Bien sûr, on ne sait pas encore quelles seront les conséquences à long terme des sanctions pour la Russie. Mais dans l'immédiat, l'hypothèse selon laquelle un ensemble de sanctions paralyserait la Russie et la dissuaderait de continuer à infliger des dommages à l'Ukraine n'est pas avérée. La force croissante du rouble, dans un contexte de sanctions censées être débilatantes, soulève des questions pertinentes sur l'efficacité des sanctions.

Les implications de la guerre en Ukraine pour l'Afrique sont beaucoup plus immédiates pour la communauté africaine des sciences sociales. La question essentielle à poser n'est pas de savoir de quel côté de la division Russie-Ukraine l'Afrique penche. Nous devrions plutôt nous interroger sur les opportunités et les espaces que la guerre offre à l'Afrique pour se dégager des voies de développement échafaudées de l'extérieur qui n'ont pas réussi à concrétiser les ambitions de développement de l'Afrique. La guerre en Ukraine est un jalon géopolitique qui va remodeler, d'une certaine manière, la nature des relations entre les différents pays. Elle survient à un moment où la nouvelle ruée vers l'Afrique s'intensifie. Cette ruée a placé l'Afrique sur un échiquier sur lequel l'Amérique du Nord et

l'Europe occidentale jouent contre des acteurs nouvellement venus sur le continent comme la Chine, la Russie et l'Inde. Les récentes mesures prises par l'Europe montrent bien qu'une nouvelle ruée vers l'Afrique est en train de s'opérer. Par exemple, le Président français a lancé un processus de « refondation » des relations entre la France et l'Afrique². De la même manière, les Allemands sont les ardents défenseurs d'un plan Marshall pour l'Afrique et depuis 2017 appellent à recentrer l'Europe dans le discours sur le développement de l'Afrique³. Bien sûr, les observateurs attentifs n'ont pas manqué de noter qu'en octobre 2019, la Russie a réussi à convoquer le premier sommet africain à Sochi⁴.

Ces initiatives de *refondation* ne sont pas dénuées d'intérêts nationaux du pays qui les parraine. En fait, au cœur de l'initiative se trouve une stratégie visant à promouvoir les intérêts européens, même s'ils sont présentés sous le sceau de la coopération au développement, agrémenté du vocabulaire de la mutualité, de l'inclusion et du partenariat ; de la même manière que d'autres puissances comme les États-Unis, le Canada, la Russie et la Chine ont, dans une large ou moindre mesure, utilisé la coopération au développement pour canaliser et promouvoir leurs intérêts en Afrique. Dans un contexte où la guerre en Ukraine oblige à repenser la géopolitique, l'occasion et l'espace sont actuellement disponibles pour l'Afrique de définir une stratégie concernant ses intérêts dans la prochaine phase.

Quatre domaines dans lesquels il convient de repenser et de redéfinir les stratégies méritent l'attention des universitaires et des chercheurs africains. Le premier domaine concerne le rôle du commerce dans le renforcement de l'intégration régionale. Le deuxième concerne l'agriculture et la sécurité alimentaire. Le troisième concerne le besoin de mécanismes internes pour la paix et la sécurité. Enfin, il y a l'enseignement supérieur, la science et la technologie.

L'entrée en vigueur de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) en mai 2019 a créé la capacité de galvaniser les communautés économiques régionales pour réaliser une zone commerciale panafricaine. La ZLECA s'accompagne de mécanismes de distribution et d'économies d'échelle réalisables, si elle est soutenue par une volonté politique. Quarante et un des cinquante-quatre pays du continent ont ratifié l'accord, ce qui suggère une forte volonté politique. Plutôt que de se lamenter sur les pénuries de blé résultant de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, l'Afrique devrait consacrer son énergie à examiner les modalités de mise en œuvre intégrale de l'accord et l'utiliser pour

améliorer la distribution alimentaire sur le continent. Si Ethiopian Airlines (ET) a trouvé le moyen de transporter en toute sécurité des étudiants africains bloqués en Ukraine, il est possible de renforcer le commerce sur le continent en utilisant les blocs économiques régionaux, qui sont déjà intégrés et constituent des pôles viables pour réaliser cette ambition.

L'optimisation du commerce au sein du continent permettra de relever le défi de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. Il y a trop de contradictions en Afrique concernant l'agriculture et la sécurité alimentaire, et beaucoup d'entre elles n'ont rien à voir avec la productivité agricole. Souvent, au sein d'un même pays, les produits alimentaires sont disponibles mais ne sont pas accessibles au reste du pays, en raison de problèmes de distribution. Mais plutôt que de relever ce défi de la distribution, les pays recourent à des importations coûteuses et non durables qui dépriment la production locale et renforcent les agriculteurs de contrées lointaines où les subventions publiques rendent ces denrées alimentaires importées moins chères que les produits locaux. Les approches élitistes de l'augmentation de la productivité agricole, formulées dans le langage de la « transformation agricole », ont eu tendance à favoriser les grands exploitants commerciaux, dont beaucoup se concentrent sur les produits non alimentaires destinés à l'exportation, au détriment des systèmes agricoles des petits exploitants qui constituent le fondement de la sécurité alimentaire et de la nutrition de la plupart des ménages. Même l'Alliance pour une révolution verte (AGRA), tant vantée, conçue en 2006 comme la solution miracle pour la sécurité alimentaire et l'augmentation des revenus des petits exploitants agricoles en Afrique, n'a pas tenu ses promesses en raison de l'inadaptation du modèle de l'AGRA à la plupart des petits exploitants agricoles en Afrique. Cela explique le faible taux d'adoption des interventions proposées⁵.

Il est certain qu'une grande souveraineté politique est nécessaire dans ce domaine si la priorité est de développer des solutions locales à la sécurité alimentaire, et des choix prudents doivent être faits pour trouver un équilibre approprié entre les interventions locales qui soutiennent les petits exploitants agricoles et la nutrition sur le continent et les interventions externes qui voient la solution à la sécurité alimentaire en termes de transformation structurelle du secteur. Pour nous, toute intervention qui favorise les aspects commerciaux de l'agriculture mais ne s'attaque pas aux barrières commerciales au sein du continent qui favorisent les importations alimentaires coûteuses au détriment de l'amélioration des mécanismes de distribution alimentaire est une intervention trompeuse.

L'établissement de mécanismes internes pour la paix et la sécurité sur le continent reste un défi. L'architecture africaine de paix et de sécurité (AAPS) créée par l'Union africaine était censée apporter une solution africaine aux problèmes de paix et de sécurité. Malgré quelques succès (par exemple, dans les tentatives de création d'une force africaine en attente) le financement de telles interventions dépend toujours de ressources externes, qui sont souvent non durables, comme le montre l'expérience de l'AMISOM en Somalie. L'appropriation de ces missions reste incertaine : dans quelques cas, l'intervention de la Commission de l'UA n'a pu se faire qu'avec l'aval du Conseil de sécurité des Nations unies. La tentative proactive de l'UA en Libye a été neutralisée par l'alliance mondiale des États-Unis et autres principaux acteurs européens.

La dépendance à l'égard des ressources extérieures pour les opérations de paix et de sécurité a conduit à des cas où des pays étrangers ont envoyé des « troupes sur le terrain » à la place des ressources, afin de permettre aux pays africains de renforcer la force en attente du continent. Les « troupes étrangères sur le terrain » peuvent protéger les intérêts de leurs pays au-delà, et parfois au détriment, du maintien de la paix et de la sécurité sur le continent. Par exemple, le « second débarquement » de la Russie en Afrique s'est surtout caractérisé par le placement d'éléments de son armée dans des pays tels que le Mali et la République centrafricaine. Dans certains cas, l'armée russe opère aux côtés de mercenaires russes. Les possibilités que le conflit armé entre les États-Unis et l'Europe, d'une part, et la Russie, d'autre part, qui se déroule actuellement en Ukraine, se reproduise en Afrique sont nombreuses, à moins que le continent ne repense son approche de la paix et de la sécurité, notamment pour l'obtention de ressources souveraines pour entreprendre cette tâche.

Enfin, il y a l'enseignement supérieur et la coopération scientifique. Les préoccupations immédiates des Africains dans ce domaine ont été le sort des étudiants africains qui s'étaient inscrits dans les universités ukrainiennes. Outre les efforts déployés pour mettre les étudiants en sécurité, les gouvernements africains (avec le soutien de certains pays européens) continuent de placer les étudiants dans des universités européennes pour qu'ils y achèvent leurs études. Attirer des étudiants africains pour des raisons commerciales est devenu un aspect essentiel de la stratégie d'internationalisation de la plupart des universités en Europe. Le sommet russo-africain d'octobre 2019 à Sotchi a propulsé la Russie dans cette course aux étudiants africains dans le cadre de l'engagement de la Russie

en matière de « *soft power* » avec le continent. À la rentrée 2020/2021, le nombre d'étudiants africains inscrits dans des établissements d'enseignement supérieur et des organisations scientifiques en Russie était légèrement supérieur à 27 000⁶. Par ailleurs, et suite au sommet de Sochi, la Russie a renforcé la collaboration scientifique avec plusieurs pays africains, notamment le Maroc et l'Afrique du Sud. L'appel lancé aux pays pour qu'ils boycottent la collaboration scientifique avec la Russie dans le cadre des sanctions contre ce pays place donc plusieurs pays africains dans une position difficile, devant concilier leurs choix politiques avec la situation critique de leurs étudiants en Ukraine et en Russie. Il met également en péril la collaboration scientifique en cours, dont on veut les éloigner. Il convient de noter que les pays africains qui étaient absents ou se sont abstenus lors du vote de l'ONU en février étaient en grande partie ceux qui entretenaient une forme de collaboration scientifique avec des institutions russes⁷. Une volonté délibérée de repenser ce domaine bénéficiera de l'expérience historique de la collaboration scientifique pendant la guerre froide. A-t-elle renforcé ou affaibli la capacité d'un secteur de l'enseignement supérieur à être autonome en Afrique ?

Notes

1. Cette tentative ratée d'unipolarité a été si menaçante que le Congrès américain a promulgué le 27 avril 2022 la « loi sur la lutte contre les mauvaises influences de la Russie en Afrique », qui demande expressément au « Secrétaire d'État d'élaborer et de soumettre au Congrès une stratégie et un plan de mise en œuvre décrivant les efforts des États-Unis pour contrer les mauvaises influences de la Fédération de Russie et de ses mandataires en Afrique, et à d'autres fins ». Voir <https://www.congress.gov/bill/117th-congress/house-bill/7311/text>
2. Pour une critique, voir <https://roape.net/2021/12/13/from-summit-to-counter-summit-imperialism-francafrique-and-decolonisation/>
3. <https://www.tralac.org/documents/resources/external-relations/eu/2038-marshall-plan-africa-and-europe-a-new-partnership-for-development-peace-and-a-better-future-bmz-january-2017/file.html>
4. Abdallah, H.I. et Abdul Salam A., 2021, Rethinking Russian Foreign Policy Towards Africa : Prospects and Opportunities for Cooperation in New Geopolitical Realities, *EJ-SOCIAL, Revue européenne des sciences humaines et sociales*, Vol. 1, No. 2, avril.
5. Wise, A. T., 2020, Failing Africa's Farmers : An Impact Assessment of the Alliance for a Green Revolution in Africa, Global Development and Environment Institute, Working Paper No. 20-01. https://sites.tufts.edu/gdae/files/2020/07/20-01_Wise_FailureToYield.pdf
6. Étudiants de l'enseignement supérieur originaires d'Afrique en Russie en 2020 par pays, [département de recherche de Statista](https://www.statista.com/statistics/1131857/number-of-african-students-in-russia-by-country/), 4 mars 2022.
7. Le Cameroun, l'Éthiopie, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Burkina Faso, le Togo, l'Eswatini et le Maroc étaient absents. L'Algérie, l'Ouganda, le Burundi, la République centrafricaine, le Mali, le Sénégal, la Guinée équatoriale, le Congo Brazzaville, le Soudan, le Sud Soudan, Madagascar, le Mozambique, l'Angola, la Namibie, le Zimbabwe et l'Afrique du Sud se sont abstenus.

Godwin R. Murunga

Secrétaire exécutif, CODESRIA

&

Ibrahim O. Ogachi

Directeur des Publications (par intérim), CODESRIA